

# Reconquista

Samizdat de combat identitaire

Juin 2006

*Douce France, etc.*

**Insécurité : ces crimes qu'on cherche à taire...**

Mardi 23 mai, vers 17h30 soit en plein après-midi, une jeune étudiante a été assassinée à coups de couteaux par un clandestin iranien dont elle refusait les avances. Cette étudiante était inscrite en maîtrise de sciences et techniques à l'Université Versailles St Quentin. Elle a été tuée sur le boulevard d'Alembert à Montigny le Bretonneux.

Deux semaines plus tôt, le mercredi 3 mai, le cadavre d'Hubert Garcia, âgé de 26 ans et gérant du bar-tabac *Le Totem* situé dans le quartier sensible du Buisson à Magny les Hameaux, était découvert dans un bois situé à St Rémy les Chevreuse. L'assassin présumé est un "jeune" d'origine marocaine habitant du même quartier, dénommé Saïd et âgé de 30 ans, qui est précipitamment parti pour le Maroc peu après la disparition d'Hubert Garcia. La victime, qui avait disparu le 9 février dernier, a été tabassée et lardée de coups de couteau suffisamment bien placés pour entraîner une mort lente ; ce qui veut dire qu'Hubert Garcia est mort en se vidant de son sang. La victime était mariée et père d'un enfant de moins d'un an.

Pour le président de la fédération des ruralistes des Yvelines, "Aujourd'hui, nous sommes l'un des commerces les plus visés, car nous sommes les seuls à avoir des liquidités. L'insécurité augmente et pour des montants de plus en plus modiques, poursuit ce professionnel".

Loin des palinodies politiciennes qui n'aboutissent à aucun résultat concret et à aucune amélioration de la sécurité publique, ces deux nouveaux crimes odieux, qui curieusement n'ont pas fait la une des journaux, démontrent une nouvelle fois l'impérieuse urgence d'un changement radical à la fois dans les politiques de sécurité et dans celles de l'immigration.

novopress.info

**Pas de kärcher, mais des charters**

**Une fois encore, nous avons assisté, fin mai à Montfermeil, à une énième émeute ethnique, avec son lot d'habitations attaquées, de voitures brûlées, de policiers blessés.** Cerise sur le gâteau : dans la nuit du 30 au 31 mai, parmi les émeutiers interpellés figurait un certain Muhittin Altun, déjà connu pour s'être gravement brûlé en se cachant dans un transformateur avec deux de ses camarades, Zyed Bena et Bouna Traore qui, eux, y trouvèrent la mort. C'était le 27 octobre 2005 à Clichy-sous-Bois.

**Quand tout cela va-t-il s'arrêter ?**

Ces nouveaux incidents graves prouvent une fois encore qu'**absolument rien n'est réglé dans nos banlieues** et que la tension, omniprésente, n'attend qu'une étincelle pour se muer en nouvelles émeutes de grandes envergures. D'ailleurs **comment pourrait-il en être autrement** puisque les jeunes casseurs ont constaté en novembre dernier qu'ils ne risquaient quasiment rien et que leurs "exploits" incendiaires et violents leur valaient simplement **toujours plus de complaisance et de subventions ?**

Va-t-on encore nous dire que ce chaos est d'origine sociale ? Va-t-on nous demander de **payer un peu plus pour acheter la paix** aux "grands frères" ?

**Sommes-nous coupables**, nous Européens, de ne pas nous adapter, de ne **pas modifier notre culture, nos traditions, nos lois**, afin de faciliter l'intégration d'immigrés qui ne demandent que ça ?

**Non ! Non ! Et non ! Alors puisque manifestement les deux sont liés : revendiquons nos racines et le droit de vivre en paix, entre nous.**



Pour la racaille, pas de kärcher  
**mais  
des charters**  
www.blocidf.com

# L'Etat chiraquien cède tout au

Voilà au moins une enquête où les policiers ne devraient pas avoir trop de mal à débusquer leurs cibles : Le gang de nègres à la mode amerloque qui, selon les RG, écume l'Essonne (91) n'a pas résisté à une autre mode : celle du blog Internet. Résultat : les portraits de ces crétins sont fournis gracieusement par les intéressés eux-mêmes sur <zorias91.skyblog.com> [fermé depuis – ndlr]. Là, les membres de la "Black Guerilla Armée" (BGA), qualifiée par les Renseignements généraux de "bande à la délinquance polymorphe" posent complaisamment, histoire sans doute de simplifier le travail du directeur général de la police nationale, Michel Gaudin, qui s'est donné mission d'« enrayer l'ascension de ce gang emblématique de la dérive des cités. » Une vingtaine de terreurs analphabètes dirigées par cinq frères saoulés de mauvais cinéma américain et de "gangsta rap".

Spécialistes du *car jacking* (vol de voitures avec violences), du trafic de drogue, du viol en réunion et des agressions racistes, ces modèles de "chances-pour-la-France" ont ainsi agressé en quatre mois et avec une violence inimaginable une cinquantaine d'automobilistes de Grigny, Ris-Orangis, Viry-châtillon et autres pour voler leurs véhicules (généralement des limousines allemandes).

Le *car jacking* a sur le vol simple l'avantage de fournir généralement les clefs ou des cartes magnétiques voire les papiers du véhicule que les propriétaires gardent dans leur poche ou dans une sacoche. Toutes choses qui facilitent la revente assurée à l'exportation par un réseau contrôlé, lui, par un clan gitan. Ce genre d'activité n'est pas de la simple "délinquance astucieuse" mais une véritable criminalité violente. Chaque fois, le conducteur est tabassé, fouillé et dépouillé. S'il résiste, il est assommé. S'il s'accroche à son bien, il est traîné jusqu'au moment où il lâchera. En août 2004, un policier a été ainsi emporté sur plusieurs dizaines de mètres alors qu'il tentait d'appréhender un voleur en flagrant délit. Un an plus tard, à la suite d'une bataille rangée entre le gang et des policiers de Grigny, une perquisition a permis de saisir un fusil d'assaut avec chargeur et munitions et une carabine à lunette.

Les voyous s'en foutent. Mineurs, ils ne séjournent jamais plus de quelques heures en prison pour en sortir auréolés de gloire et confortés dans un sentiment d'impunité totale. Leur site "blog" comporte d'ailleurs un véritable guide des prisons de France assorti de considérations sur le confort, de conseils et même d'un lexique de l'argot des taulards.

Le chef du gang pousse l'impudence jusqu'à tenir une sorte de "press-book" relatant ses exploits :

« Grigny – 12 août : les effectifs ont contrôlé un véhicule avec à son bord quatre individus de type africain. Le passager avant a alors saisi un fonctionnaire de police par le bras puis l'a traîné sur plusieurs mètres avant de le faire chuter. Le conducteur a ensuite pris la fuite...

Nouveaux incidents entre jeunes et policiers dans le quartier sensible de Grigny 2. Jeudi soir, les affrontements ont fait trois blessés légers parmi les forces de l'ordre. Plusieurs fonctionnaires ont été pris d'assaut par une trentaine d'individus qui ont multiplié les jets de pierre...

Deux jeunes collégiens de 16 ans ont été blessés, mardi matin, à l'entrée du collège Albert-Camus, de Ris-Orangis, lors d'une violente bagarre, qui a opposé des jeunes de la

ville à une quinzaine de jeunes de Grigny 2...

Pendant près de deux heures, hier, les jurés de la cour d'assises de l'Essonne, à Evry, ont écouté Mélinda, âgée de 17 ans à l'époque des faits. Entre deux sanglots, elle a décrit les viols à répétition dont elle a été victime en septembre 2000 à Grigny 2...

Les six adolescents suspectés d'avoir organisé un véritable trafic d'objets volés cet été, dans des dizaines de caves et d'appartements de la cité de Grigny 2, ont été remis en liberté vendredi...

Une fonctionnaire de police a été légèrement blessée au genou, samedi soir vers 20 heures, par une voiture qui a refusé un contrôle d'identité, rue Vlamincq à Grigny. Les deux suspects, âgés de 15 ans et originaires de Grigny, ont été interpellés et placés en garde à vue...

Armés de bâtons et de projectiles en tout genre, une quinzaine d'individus du quartier sensible de Grigny 2 (Essonne) ont tendu, samedi soir, vers 22 h 30, un véritable guet-apens à une patrouille de la brigade anti-criminalité (BAC). Les policiers ont réussi à s'enfuir sans être blessés...

30 kg de haschisch à Grigny. C'est une belle prise pour les policiers du commissariat de Grigny. Jeudi, vers 18 h 15, ils ont découvert, dans une cave du quartier Grigny 2, 30 kg de haschisch et 280 g de cachets en cours d'analyse. Il pourrait s'agir d'ecstasy... »

Et l'auteur de la recension, qui va jusqu'à publier des photos des membres participant aux rezzous contre les "bolos", les femmes et les collégiens participant aux manifestations anti-CPE du mois d'avril, signe tranquillement : "skyblog. bga click mec grigny 91350 dgc essonne. Pseudo : zorias 91".

Sur le même "blog" une liste intitulée : "guerre des kartiers Cités en guere." (orthographe d'origine) présente à la manière d'un tableau de matches de fouteballe américain, les "cités en guere" (sic) :

« Saint-Denis (Francs-Moisins) 93 vs (signifie versus, contre) La Courneuve (Les 4000) 93. Saint-Denis (Francs Moins) 93 vs Stains (Clos-Saint-Lazare) 93. Saint-Denis (La Saussaie) 93 vs Stains (Clos Saint-Lazare) 93. Pantin (Les Courtilières) 93 vs Pantin (Hoche) 93. Noisy-le-Sec (Le Londeau) 93 vs Noisy-le-Sec (Le Marché) 93. Noisy-le-Sec (Le Londeau) 93 vs Montreuil (toute la ville) 93. Noisy-le-Sec (Le Londeau) 93 vs Romainville (Gagarine) 93. » Etc. Les mêmes listes existent pour toute la périphérie de Paris : le 77, le 78, le 91, le 94, le 95. Et pour Paris intramuros : « Paris XIV (tout sauf PDV) 75 vs Paris XIV (porte de Vanves), Paris XVII (porte Saint-Ouen) vs Paris XVII (porte d'Asnières) , Paris XIX (Riquet) 75 vs Paris XIX (Cambrai) 75. »

En tout plus de cent quarante quartiers occupés et abandonnés à la dictature de la racaille.

Car le moins étonnant n'est certes pas l'impunité qu'accordent à cette vermine la police cantonnée aux frontières des quartiers interdits et la justice qui traite les rares inculpés avec une mansuétude confinante à la complicité. L'explication de ce phénomène se trouve dans un dossier que vient de publier la fondation Polemia <www.polemia.com> sur "les émeutes du ramadan d'octobre et novembre 2006".

# chantage des gangs d'immigrés

Dirigée par Jean Yves Le Gallou, une équipe de chercheurs a analysé les causes, les conditions et les conséquences de cette flambée de violence qui, sans doute, préfigure la guerre civile, ethnique et raciale à venir.

Une des clefs de l'inaction du pouvoir réside dans la peur des "autorités" à l'idée de faire exploser la bombe de l'immigration en détruisant le seul élément "modérateur" de la sauvagerie des centaines de gangs qui tiennent la périphérie des grandes villes : l'existence d'une économie parallèle qui assure à des centaines de milliers de parasites sociaux importés des conditions de vie supérieures à celles de n'importe quel Français de souche exerçant une activité salariée.

Dans un chapitre intitulé "*Voyage dans l'économie souterraine du 93*" (département de Seine-Saint-Denis que J.-P. Gourevitch, professeur à Paris XII, expert international des questions de migrations, d'économie informelle, de propagande et de désinformation, et auteur de "La France africaine", "L'Afrique, le fric, la France" et "Immigration, la fracture légale" appelle "*la France africaine*"), un praticien de la sécurité publique et des enquêtes criminelles explique que les émeutes du ramadan ont été une "*révolte de l'économie de rente*".

L'étude apporte d'abord des informations chiffrées sur le "9-cube" comme disent les spécialistes. 1,4 million d'habitants dont 26 % sont des immigrés étrangers en situation régulière (45 % à Aubervilliers, 42 % à Clichy-sous-Bois, 40 % à Saint-Denis). Le nombre des clandestins n'est évidemment pas indiqué mais il est certain que leur présence confère aux immigrés étrangers ou français de papier occupant le berceau du royaume de France la majorité démographique absolue. 37 % de cette population a moins de 25 ans. 15 % sont au chômage. 51 000 sont RMistes (la plus forte proportion de France). 50 % ne paient pas d'impôts. La criminalité y est supérieure de 50 % à la moyenne nationale. Encore faut-il tenir compte de la véritable terreur des représailles qui dissuade les victimes de porter plainte et la pauvreté du "gibier" qui conduit les prédateurs locaux à se porter vers les départements voisins, plus giboyeux. Cette situation a fait naître plus de trente cités qui sont autant de territoires interdits où la fraude, la criminalité financière et les divers trafics peuvent s'exercer en toute tranquillité.

Selon l'expert interrogé par Polemia, le trafic de résine de cannabis, par exemple, porte sur cinq à six tonnes par semaine pour l'Ile-de-France. Il assure un revenu mensuel de vingt mille euros pour les chefs de réseau qui contrôlent la consommation dans une cité, de cinq mille euros pour les dealers qui assurent la vente et d'une dizaine d'euros l'heure pour les guetteurs (généralement des mineurs inaccessibles à la sanction pénale). Dans de telles conditions, il est aisé de comprendre comment des chômeurs, voire des RMistes déclarés peuvent se pavaner couverts d'or dans de grosses cylindrées allemandes à cent mille euros et habiter de véritables cavernes d'Ali Baba bourrées de matériel télé-hifi-vidéo dernier cri.

Deuxième filon : le vol, le recel et la revente de pièces détachées de véhicules, de matériel informatique, de hi-fi, de portables, de vêtements de sport, et tous autres produits "tombés du camion" dans les énormes zones de fret de Garonor, Roissy, etc. "*Le 93 est le terrain de chasse idéal*

*pour les braquages de camions, le cambriolage d'entrepôts, de magasins, d'entreprises*", indique le rapport. La revente en gros se fait dans des souks "*quasiment impénétrables pour un Européen*" et la vente au détail aux puces de Montreuil et de Saint-Ouen ou sur les marchés aux voleurs du métro aérien des quartiers Nord de la capitale (sous les yeux des policiers, qui traquent les automobilistes n'ayant pas bouclé leur ceinture, à l'exclusion de tout autre délinquant).

Troisième filon : le trafic de faux papiers ou de vrais papiers volés (500 euros pour une carte de séjour, fiche d'imposition, bulletin de salaire, contrats EDF, etc. qui permettent l'ouverture de comptes bancaires générateurs de prêts grâce auxquels sont blanchis l'argent de la drogue et des divers trafics).

Enfin, le trafic de cigarettes de contrebande qui avait disparu revient sur les ailes des augmentations de prix du tabac officiel avec d'autant plus de vigueur qu'il n'est pratiquement pas poursuivi.

Tout cela est connu, repéré, chiffré. Les gangs sont connus. Les chefs identifiés. Les planques repérées.

Or rien n'est fait pour en finir avec cet énorme scandale. Pourquoi ? La réponse est dans le rapport de Polemia : "*Une partie importante mais impossible à quantifier de la population du 93 vit de la criminalité, de la délinquance et des fraudes de toute nature. Au-delà des revenus de grands trafics comme la drogue, des familles entières dépendent de la fraude... des secteurs économiques entiers reposent sur la fraude... des commerces et restaurants, des entreprises vivent de la fraude.*"

Et le rapport de rappeler l'exemple révélé par *Le Libre Journal* de ces entreprises de sous-traitance de sécurité qui emploient pour la surveillance des zones aéroportuaires des étrangers en situation irrégulière. L'exemple le plus édifiant de la perversité de ce système est à portée de vue de chacun : la quasi-totalité des supermarchés emploient des vigiles nègres ou maghrébins parce que ce sont les seuls qui, lorsqu'ils interpellent un voleur, n'encourent pas le risque d'être poursuivis pour propos ou actes racistes.

Ainsi la criminalité étrangère génère-t-elle des emplois réservés aux étrangers. Mais il y a plus grave : les experts s'accordant sur le fait que les émeutes du ramadan ont été une "*révolte de l'économie de rente*" le pouvoir sait que toute tentative de restaurer "l'ordre républicain" déboucherait sur ce qui, cette fois, ne serait plus des émeutes mais une véritable guerre civile. C'est d'ailleurs une des raisons de la débandade de la loi sur le CPE votée puis non promulguée et finalement annulée. L'Etat sait qu'il n'a pas les moyens de police, de justice et même d'armée de faire face à un conflit d'envergure nationale. Et les gangs savent que l'Etat le sait. La paix publique ou ce qu'il en reste en France est donc, dès aujourd'hui, à la merci de la moindre rupture de ce qu'il faut bien appeler un équilibre de la terreur.

Igor Veroff □

---

Article tiré du *Libre Journal de la France Courtoise* n°377.  
Abonnement : SDB – 4, place Franz Liszt – 75 010 Paris  
Site Internet : [www.francecourtoise.info](http://www.francecourtoise.info)

## Mi Putes, Mi Soumises ?

Les finances (scandaleuses) et la composition (allogène) de l'association "Ni Putes, Ni Soumises" (NPNS) démontrent en effet qu'elle est prostituée (pardon, subventionnée) et soumise (au Parti socialiste). « Une association subventionnée par la mairie, le département et la région à hauteur de 90 %, ça ne s'appelle plus une association mais une administration », remarque Christophe Lekieffre, élu d'opposition à la mairie de Paris, plus poli que nous.

Administration ou boxon, NPNS, « étant de création récente (2002 !), n'est pas en mesure de présenter des comptes sociaux » !

Les chiffres avancés dans les budgets "prévisionnels" ou dans des interviews de la présidente Fadela Amara sont donc à prendre avec des pincettes... Ils n'en sont pas moins accablants.

NPNS annonce une cinquantaine (toujours le flou) d'antennes (c'est quoi ?) en province et même à l'étranger. Tout ça pour 400 militant(e)s... environ ! Et alors que le centre n'est pas fichu de payer le loyer de son siège !

Cette foule de 400 membres, en 2003, cotise 5 700 euros, soit 1,12 % du budget, 508 760 euros.

En 2004, par on ne sait quel miracle prévisionnel, les cotisations quadruplent, de 5 700 à 19 500 euros, ce qui n'est encore guère que 4,2 % des 464 528 euros de budget.

Le magazine *Elle* (31 janvier 2005) gobe ces chiffres et la ligne avec. Mais *Valeurs actuelles* (26 mai 2005) titre "Les Mille et un comptes de NPNS" et note : « La subvention de 30 000 euros (...) a été votée à l'unanimité du Conseil de Paris ("droite" comprise). Or, son dossier de présentation était "incomplet". Son budget de plus de 500 000 euros, provenant à plus de 90 % des pouvoirs publics (pour 400 membres) équivaut à une donation de 1 200 euros par adhérent. »

Et sous cette pluie d'or, pas moyen de payer son loyer ! NPNS a été condamnée et expulsée pour cela en mars 2004. Mais le même article de *Valeurs actuelles* rassure : NPNS a été relogée « en octobre 2004 dans un nouveau local situé rue de Charenton. Dans un immeuble de l'OPAC appartenant à... la Mairie de Paris. »

Pas moyen de payer quoi que ce soit d'autre, insinue d'ailleurs *Le Perroquet libéré* (brûlot oppositionnel à l'Hôtel de Ville) n° 22, pour lequel « les dépenses de téléphone (21 603 euros) sont suspectes car la ligne est au nom de la Fédération nationale des maisons de potes, une excroissance de SOS-Racisme (...) De même on peut s'interroger

sur la réalité des dépenses de transport (15 250 euros) et d'hébergement (53 000 euros) dans la mesure où la SNCF fournissait des billets gratuits et où les militantes de l'association étalent logées gracieusement dans les hôtels du groupe Accor. »

NPNS, un tapin socialaud ? C'est officiel, car c'est au *Journal officiel* (31 mai 2003) : présidente Fadela Amara, élue et cadre du PS dans le Puy-de-Dôme. Vice-présidente Safia Lebdi, permanente de la "Fédération nationale des maisons de potes" (sic), faux nez de SOS-Racisme, cache-sexe du PS. Secrétaire général Mohamed Abdi, membre du Parti socialiste. Et ainsi de suite, pour les autres bureaucrates du bureau national : toujours le même proxénète en embuscade.

Pour Bertrand Delanoë, les michetons parisiens doivent entretenir ces gagneuses "rebelles", car leurs contorsions « s'inscrivent dans le cadre d'une politique municipale volontariste de lutte contre les discriminations et la violence. »

Tous les contribuables sous la coupe de l'UMPS, d'ailleurs, doivent casquer : Fadela Amara se vante de toucher non seulement de la mairie de Paris, mais aussi du Ministère de la Parité et à l'Egalité professionnelle, du Fonds d'Action sociale et du Conseil régional d'Ile-de-France. Et c'est le Premier ministre qui finance son "Guide de l'éducation au respect", promu gratuitement par Euro-RSCG et bradé un euro pièce.

Dettes publiques : 2 000 milliards de euros. Oui, mais quels résultats ! NPNS s'occupe, rappelons-le, « d'écoute et de soutien pour les femmes victimes de tous ordres – mariages forcés, violences conjugales, violences psychologiques, excision, répudiation, etc. », comme là-bas, dis donc ! Et l'oppression des femmes zissues recule à grands pas.

Une pompe à phynances concurrente, "Les Caravanières", promenait récemment des femmes maghrébines dans nos banlieues occupées. Pour prêcher l'émancipation aux "musulmanes de France" ! Et ces Tunisiennes, Marocaines et Algériennes de s'exclamer – c'est *Charlie hebdo* (24/5) qui le rapporte en grinçant des dents – qu'elles n'avaient jamais vu autant de femmes voilées ! Et surtout pas dans leurs bleds !

Igor Kondratiev

Téléchargez les précédents numéros  
de *Reconquista* sur le site Internet :

[www.reconquista.info](http://www.reconquista.info)